

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 084-2013 BIS

Séance du : 22 octobre 2013
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 17 membres
Absents excusés : 11 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé : /

Présents :

Bernard BLENY, Robert CAHEN, Christelle CREFF-WALRAVENS, Bernard GOY, Estelle HENRIOT, Robert HERRMANN, Bertrand LEMONNIER, Pierre LITZLER, Philippe MAITREAU, Sara MARGUIER, Daniel PAYOT, Olivier PONCER, Anne-Pernelle RICHARDOT, Michel SAMUEL-WEIS, Alain SPOHR, Darek SZUSTER, Yannick WEYNACHT.

Pouvoirs :

Souad EL MAYSOUR donne pouvoir à Daniel PAYOT
Michèle SEILER donne pouvoir à Anne-Pernelle RICHARDOT
Emmanuel SEJOURNE donne pouvoir à Olivier PONCER

Absents excusés :

Jean-Philippe BEDEZ, Françoise BUFFET, Gérard BUQUET, Souad EL MAYSOUR, Robert GROSSMANN, Eléonore LABAUME, Denis RAMBAUD, Sophie ROHFRIITSCH, Eric SCHULTZ, Michèle SEILER, Emmanuel SEJOURNE.

1er point de l'ordre du jour : autorisation à signer le contrat financier 2013 dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie de l'Union européenne (programme ERASMUS).

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- donne délégation permanente au Directeur pour signer le contrat financier annuel ERASMUS, ses éventuels avenants et prendre des décisions de reversement des indemnités Erasmus à leurs bénéficiaires, conformément aux règles s'y appliquant.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 25 octobre 2013
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le : 25 octobre 2013 à 12 heures.



Le Président

Daniel PAYOT.

Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration
n° 084-2013 du 22 octobre 2013

Objet : Autorisation à signer le contrat financier 2013 dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie de l'Union européenne (programme ERASMUS)

Exposé des motifs

Depuis 1987, le dispositif sectoriel ERASMUS du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie vise à créer un espace européen de l'enseignement supérieur en subventionnant la mobilité des étudiants, des enseignants et des personnels administratifs. Tous les ans, l'agence Europe-Education-Formation France, qui met en œuvre le programme ERASMUS en France, attribue une allocation forfaitaire aux établissements d'enseignement supérieur pour soutenir ces différents types de mobilité.

En 2012/2013, ont ainsi pu bénéficier de bourses du programme ERASMUS : 13 étudiants en stage à l'étranger, 27 étudiants en échange et 6 enseignants invités dans des écoles partenaires. A titre d'information, la HEAR compte désormais 47 écoles partenaires dans 18 pays européens.

Le présent contrat financier – joint en annexe – vise à permettre à la HEAR de percevoir les différents types d'indemnités que prévoit le programme ERASMUS, à savoir celles concernant :

- la mobilité des étudiants « Etudes »,
- la mobilité des étudiants « Stages »,
- la mobilité d'enseignement,
- la mobilité de formation,
- l'organisation de la mobilité

et, le cas échéant, de les verser directement à leurs bénéficiaires.

Le contrat financier et les avenants doivent être retournés à l'agence Europe-Education-Formation France sous 45 jours, après leur envoi à l'établissement.

Etant donné ces délais très courts, le Conseil a l'an passé donné délégation au directeur pour signer le contrat financier annuel, ainsi que ses éventuels avenants. Il est transmis au Conseil en annexe pour information. Pour compléter ce dispositif et permettre aux bénéficiaires, en particulier les étudiants concernés, de percevoir rapidement ces indemnités, il est proposé d'étendre la délégation du Conseil au directeur pour l'octroi des décisions de paiement des bourses.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- donne délégation permanente au Directeur pour signer le contrat financier annuel ERASMUS, ses éventuels avenants et prendre des décisions de reversement des indemnités Erasmus à leurs bénéficiaires, conformément aux règles s'y appliquant.



CONTRAT FINANCIER 2013
dans le cadre du programme d'Education et de Formation Tout au Long de la Vie [1]

Contrat financier n°2013-1-FR1-ERA02-50122
Programme sectoriel - ERASMUS

L'agence Europe-Education-Formation France
Programme Erasmus Mobilité
25 Quai des Chartrons
33080 Bordeaux Cedex
N° SIRET : 187 512 512 000 34
ci-après dénommée "l'agence nationale", représentée aux fins de la signature du présent contrat financier par **Monsieur Antoine GODBERT, Directeur**

Et

d'une part

Haute école des arts du Rhin
École supérieure des arts décoratifs Relations internationales 1 rue de l'académie
67076 STRASBOURG CEDEX
Code Erasmus : STRASBO51
Charte N° : 263119-IC-1-2013-1-FR-ERASMUS-EUCX-1
ci-après dénommé(e) le bénéficiaire, représenté(e) aux fins de la signature du présent contrat financier par
M. David CASCARO, Directeur, son représentant légal,

d'autre part

ont convenu

Cadre réservé à l'agence nationale	
Vérification :	Visa :

[1] Décision n°1720/2006/EC du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, publié au Journal officiel de l'Union européenne n°L327/45 du 24 novembre 2006.

des conditions particulières, des conditions générales et des annexes suivantes :

Annexe I Formulaire de candidature dont l'agence nationale a accusé réception sous le numéro :
2013-1-FR1-ERA02-50122

Annexe II Formulaire électronique de rapport intermédiaire et de rapport final

Annexe III Engagement de la mobilité de l'établissement bénéficiaire

Annexe IV Accord interinstitutionnel

Annexe V Documents de mobilité entre le bénéficiaire et les participants individuels à la mobilité :

a) Kit Etudiant – Période Etudes :

- Le contrat étudiant
- Le contrat d'études
- La charte des étudiants Erasmus
- Le rapport étudiant (période d'études)
- L'attestation de présence

b) Kit Etudiant – Période de stage :

- La convention de stage comprenant les annexes suivantes :
 - Le contrat de formation et d'engagement qualité pour les stages étudiant
 - Les conditions générales
 - La charte des étudiants Erasmus
 - Le rapport de stage
 - L'attestation de présence

c) Kit Enseignant - Mobilité d'enseignement :

- Le contrat d'enseignement comprenant le programme d'enseignement
- L'attestation de présence
- Le rapport d'enseignement

d) Kit - Mobilité de formation :

- Le contrat de formation comprenant le plan de travail
- L'attestation de présence
- Le rapport mobilité de formation

Annexe VI Règles générales d'utilisation des fonds Erasmus pour l'année académique 2013-2014, selon le contrat financier signé entre la Commission européenne et l'agence nationale comprenant les dispositions relatives aux étudiants Erasmus suivant un CIEL.

qui font partie intégrante du présent contrat (ci-après dénommé « le Contrat »).

Les conditions générales et les annexes sont publiées à l'adresse suivante : <http://canolop1202f.fr>

Les dispositions indiquées dans les Conditions particulières prévalent sur celles des autres parties du contrat.

Les dispositions indiquées dans les Conditions générales prévalent sur celles des annexes.

CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 – OBJET DE LA SUBVENTION

- 1.1 L'agence nationale a décidé de subventionner le bénéficiaire pour un projet de mobilité Erasmus dans le cadre du Programme d'Education et de Formation Tout au Long de la Vie.
- 1.2 Le bénéficiaire accepte la subvention dans les termes et conditions du présent contrat. Il s'engage à tout mettre en œuvre pour réaliser, sauf en cas de force majeure [2], l'action décrite dans l'annexe VI. En particulier, dans la mise en œuvre de l'action, le bénéficiaire respectera strictement la Charte Universitaire Erasmus standard ou la Charte Universitaire Erasmus étendue (combinée ou stage uniquement) et les engagements de mobilité décrits dans l'annexe III.

ARTICLE 2 – DUREE

- 2.1 Le contrat entre en vigueur à la date de signature par la dernière des deux parties (l'agence nationale).
- 2.2 La période d'éligibilité des activités débute le **1er juin 2013** inclus et se termine le **30 septembre 2014** inclus.

[2] On entend par force majeure toute situation ou événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des parties au contrat et non imputable à une faute ou à une négligence de l'une d'elles, qui empêche l'une des parties au contrat d'exécuter l'une de ses obligations contractuelles et qui n'a pas pu être surmonté en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts ou délais de mise à disposition d'équipement ou de matériel (dans la mesure où ils ne résultent pas d'un cas de force majeure), les conflits de travail, les grèves ou les difficultés financières ne pourront être invoqués comme cas de force majeure par la partie en défaut d'exécution.

ARTICLE 3 - FINANCEMENT DE L'ACTION

3.1 L'agence nationale cofinance les coûts de mise en œuvre de l'action à hauteur du montant précisé ci-dessous :

	Détail du financement	Montant total maximal (€)
SMS Mobilité des étudiants Etudes	<ul style="list-style-type: none"> Subvention pour 31 étudiant(s) pour 144 mois : 23 040,00€ Subvention CIEL pour 6,00 étudiant(s) : 960,00€ Subvention voyage (PTOM) : 0,00€ Subvention handicapé pour 0 étudiants : 0,00€ 	24 000,00€
SMP Mobilité des étudiants Stages	<ul style="list-style-type: none"> Subvention pour 6 étudiant(s) pour 22 mois : 7 700,00€ Subvention CIEL pour 0,00 étudiant(s) : 0,00€ Subvention voyage PTOM : 0,00€ Complément formation courte : 0,00€ Subvention handicapé pour 0 étudiants : 0,00€ 	7 700,00€
STA Mobilité d'enseignement	<ul style="list-style-type: none"> Subvention pour 8 individu(s) (enseignant de l'établissement «sortant» ou personnel d'entreprise invité «entrant») pour 8 semaine(s) Subvention PTOM : 0,00€ Subvention handicapé pour 0 individu(s) : 0,00€ 	5 600,00€
STT Mobilité de formation	<ul style="list-style-type: none"> Subvention pour 1 individu(s) (personnel enseignant et non enseignant de l'établissement «sortant») pour 1 semaine(s) Subvention PTOM : 0,00€ Subvention handicapé pour 0 individu(s) : 0,00€ 	700,00€
OM Organisation de la mobilité	<ul style="list-style-type: none"> Subvention pour l'organisation de la mobilité calculée sur la base de 46 Individu(s) mobile(s) : 4 012,00€ 	4 012,00€
MONTANT TOTAL CONTRAT FINANCIER		42 012,00€

3.2 Le montant final total de chaque ligne budgétaire est déterminé selon les règles définies ci-dessous :

- **Mobilité étudiante (SM = SMS et SMP) :** période d'études (SMS) et période de stage en entreprise (SMP). La subvention est déterminée en fonction du nombre de mobilités et du nombre de mois réalisé selon les règles fixées dans l'annexe VI du présent contrat.
- **Mobilité des personnels (ST = STA et STT) :** Mobilité d'enseignement (STA) et mobilité de formation (STT). La subvention est déterminée comme suit :
 - Frais de voyage (y compris les frais de visas) : sur la base des frais réels engagés selon les règles générales fixées dans l'annexe VI du présent contrat et selon les éléments justifiés dans les documents référencés dans l'article 4.2 ci-après.
 - Frais de séjour : sur la base du nombre et de la durée des mobilités réalisés selon les règles fixées dans l'annexe VI du présent contrat.
- **Organisation de la mobilité (OM) :**

- Cette subvention est déterminée sur la base du nombre total de participants (étudiants sortants y compris les étudiants non-allocataires; enseignants et autres personnels y compris les personnels en mobilité de formation non-allocataires; personnels des entreprises invités), et sur la base de 4 tranches dégressives mentionnées dans l'annexe VI. Néanmoins, une marge de 10 % est tolérée, ce qui signifie que si le nombre de mobilités réalisé est inférieur de 10 % au nombre de mobilités indiqué à l'article 3.1, la subvention OM n'est pas revue à la baisse. Un nombre de mobilités réalisé supérieur au nombre de mobilités prévu au contrat n'entraînera pas une augmentation de la subvention OM, indiqué à l'article 3.1.
- La subvention OM ne pourra pas être réduite à moins de 500 euros, même si le nombre de mobilités réalisé est inférieur au nombre de mobilités prévu dans le contrat, sauf en cas d'absence totale de mobilité en 2013-2014, auquel cas la subvention OM est égale à zéro.

3.3 Tout autre coût lié à l'activité est à la charge du bénéficiaire.

3.4 Transfert entre lignes budgétaires

Le bénéficiaire peut transférer :

- ☐ dans la limite des fonds disponibles sur chaque ligne débitée et
- ☐ uniquement si le transfert permet de financer une augmentation de la durée dans la ligne créditée (dans le respect des plafonds d'allocation) et
- ☐ selon les plafonds suivant :
 - jusqu'à 100 % du montant de la SMS vers la SMP et inversement
 - jusqu'à 100 % du montant de la STA vers la STT et inversement
 - jusqu'à 100 % du montant de l'OM vers la SM dans la limite du montant éligible recalculé selon le nombre d'individus déclaré dans le rapport intermédiaire (comme indiqué dans le paragraphe 3.2 ci-dessus)
 - jusqu'à 100 % du montant de l'OM vers la ST dans la limite du montant éligible recalculé selon le nombre d'individus déclaré dans le rapport intermédiaire (comme indiqué dans le paragraphe 3.2 ci-dessus)
 - jusqu'à 20 % du montant de la ST vers la SM

Aucun autre transfert n'est autorisé.

3.5 Modification du montant maximum contractuel

Si des reliquats sont disponibles au niveau national, ils peuvent être distribués aux établissements. Le montant maximum total indiqué à l'article 3.1 du contrat peut être revu à la hausse si le bénéficiaire fait état de plus de mobilités dans son rapport intermédiaire qu'initialement prévu. Le bénéficiaire doit soumettre et envoyer son rapport intermédiaire selon la procédure définie dans l'annexe VI et au plus tard le **14 février 2014**. Le bénéficiaire doit indiquer dans son rapport intermédiaire le nombre de mobilités déjà engagé au titre de la première tranche, la meilleure estimation du nombre de mobilités qu'il est en mesure d'utiliser d'ici la fin de la période de convention de la subvention et le montant des fonds qui restent inutilisés le cas échéant.

Si le bénéficiaire déclare un nombre de mobilités inférieur au nombre initialement prévu, le montant maximum contractuel peut être revu à la baisse.

Toute augmentation ou réduction fait l'objet d'un avenant écrit au présent contrat. L'avenant est effectif après la signature par la dernière des deux parties (agence nationale).

3.6 Principes de répartition des fonds aux individus en mobilité.

3.6.1 Mobilité étudiante

Le bénéficiaire doit tenir compte des besoins individuels dans sa répartition des allocations aux étudiants. Le calcul des allocations est effectué par le bénéficiaire sur la base des règles d'utilisation de l'annexe VI.

Le bénéficiaire doit s'efforcer de répartir aux individus en mobilité, les fonds nécessaires aux activités de mobilité conformément aux documents et dispositions en annexe de ce contrat :

Pour la mobilité étudiante (SM), les documents obligatoires sont disponibles en annexe V a) et b) :

- **Période d'études (SMS) :** contrat étudiant Erasmus, contrat d'études, charte des étudiants Erasmus, attestation de présence et rapport étudiant.
- **Période de stage (SMP) :** convention de stage (contrat de formation, engagement qualité, charte des étudiants Erasmus et rapport de stage inclus) et attestation de présence.

3.6.2 Mobilité des personnels

Pour la mobilité des personnels (ST), les documents obligatoires sont disponibles en annexe V c) et d) :

- **Mobilité d'enseignement (STA) :** contrat d'enseignement Erasmus (programme d'enseignement inclus), attestation de présence et rapport enseignant.
- **Mobilité de formation (STT) :** contrat mobilité de formation Erasmus (programme de formation inclus) attestation de présence et rapport mobilité de formation.

ARTICLE 4 – MODALITES DE PAIEMENT

4.1 Préfinancement

Premier préfinancement : dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur du présent contrat, un premier acompte de 33609,60 €, représentant 80 % du montant total mentionné à l'article 3.1, est effectué par l'agence nationale au bénéficiaire.

Deuxième préfinancement : le bénéficiaire doit transmettre un rapport intermédiaire à l'agence nationale au plus tard le 14 février 2014, selon les règles de l'annexe VI (règles générales d'utilisation des fonds Erasmus). Le rapport doit faire état des mobilités par établissement participant.

En fonction des mobilités déclarées au rapport intermédiaire qui doivent correspondre aux mobilités réalisées, en cours et à venir, l'agence nationale procède :

- au paiement d'un deuxième préfinancement de 20 % maximum du montant mentionné à l'article 3.1 du contrat, après approbation du rapport intermédiaire et si le bénéficiaire déclare avoir payé aux individus en mobilité, au moins 70 % du montant du premier préfinancement,
- ou à aucun préfinancement supplémentaire,
- ou à l'envoi une décision de recouvrement.

L'agence nationale doit approuver ou refuser le rapport intermédiaire ainsi que tout document justificatif et effectuer le deuxième préfinancement représentant un montant maximum de 20% du total spécifié à l'article 3.1 dans les 60 jours. Ce délai peut être suspendu lorsque des documents ou informations supplémentaires sont requis par l'agence nationale. Dans ce cas, le bénéficiaire dispose de 30 jours pour les transmettre.

L'agence nationale peut demander le remboursement partiel ou total de l'avance si :

- Le rapport intermédiaire et/ou les justificatifs ne sont pas soumis dans les délais impartis ;
- Le rapport intermédiaire est toujours incomplet malgré les relances adressées par l'agence nationale au bénéficiaire ;
- L'activité n'est pas exécutée conformément aux dispositions du présent contrat.

Si, le bénéficiaire ne peut justifier le paiement des 70 % dans son rapport intermédiaire, il peut les déclarer ultérieurement en retournant à l'agence nationale l'attestation de paiement des 70 %. Cette attestation est traitée conformément à la procédure de soumission du rapport intermédiaire mentionnée ci-dessus.

4.2 Paiement du solde

Le bénéficiaire soumet un **rapport final** à l'agence nationale au plus tard le 30 septembre 2014, selon le **modèle fourni en annexe II**. Le rapport final est considéré comme une demande de versement du solde du contrat financier.

L'agence nationale peut demander le remboursement partiel ou total d'une quelconque avance si :

- Le rapport final et/ou les justificatifs ne sont pas soumis dans les délais impartis ;
- Le rapport final est incomplet malgré les relances adressées par l'agence nationale au bénéficiaire ;
- L'activité n'est pas exécutée conformément aux dispositions du présent contrat.

L'agence nationale peut également demander au bénéficiaire de lui fournir la copie des documents suivants :

Pour la mobilité des personnels :

- pour la contribution aux frais réels, c'est-à-dire pour les frais de voyage (frais de visa inclus) : factures, reçus, titres de transports, photocopie du visa, carte d'embarquement, preuve de paiement;
- pour les frais de séjour : attestation de présence signée par l'établissement/organisme d'accueil portant mention des dates effectives de la mobilité.

Pour la mobilité étudiante :

- pour les allocations forfaitaires : la preuve de la participation à l'action. En premier, une attestation de présence signée par l'établissement d'accueil justifiant les dates d'arrivée et de départ dans le/du pays d'accueil, le rapport final de l'étudiant ou tout autre document justifiant les dates d'arrivée et de départ dans le/du pays d'accueil.

Pour l'organisation de la mobilité :

- la liste des individus ayant effectué une mobilité.

En complément l'agence nationale pourra exiger des pièces complémentaires indiquées dans la partie 10 de l'annexe VI du présent contrat.

Tous les montants doivent être déclarés dans le rapport final en euro. Le bénéficiaire doit convertir tous les coûts en euro sur la base du taux de change en vigueur le jour du paiement de l'avance par l'agence nationale. Les taux de conversion sont disponibles à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.fr/a_votre_service/informations_pratiques/chancellerie/recherche.php

Dans les 60 jours suivant la soumission du rapport final, l'agence nationale doit approuver ou rejeter ce rapport ainsi que tout document complémentaire et elle notifie par écrit au bénéficiaire le montant de la subvention finale et selon le cas, procède au versement du solde ou émet une décision de recouvrement. Cette période peut être suspendue lorsque l'agence nationale demande des justificatifs supplémentaires ou toute information au bénéficiaire. Dans ce cas, le bénéficiaire a 30 jours pour transmettre les documents ou informations complémentaires.

- 4.3 Le bénéficiaire utilise les outils informatiques requis par l'agence nationale et la Commission européenne, en accord avec les instructions qui seront fournies à cet effet, pour la soumission des rapports ou pour permettre la diffusion des projets.

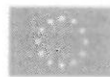
ARTICLE 5 – COMPTE BANCAIRE

Les paiements des subventions sont effectués par l'agence nationale, en euro, sur le compte bancaire du bénéficiaire dont les données sont renseignées ci-dessous :

code banque	code guichet	n° de compte	clef	domiciliation
30001	00806	C672000000	56	BDF STRASBOURG

Ce compte bancaire ou sous-compte doit permettre d'identifier les paiements effectués par l'agence nationale.

OBLIGATOIRE : Si vos coordonnées bancaires sont différentes de celle indiquées ci-dessus, veuillez compléter les informations ci-dessus et joindre deux RIB/RIP.



ARTICLE 6 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

Toute communication relative au présent contrat sera faite par écrit.

ARTICLE 7 – LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

La subvention est régie par les dispositions du contrat, par les dispositions européennes d'application et de façon subsidiaire par la loi française. L'agence nationale et le bénéficiaire peuvent porter toute requête concernant l'application par l'autre partie des dispositions du présent contrat devant le tribunal administratif de Bordeaux (9 rue Tastet – BP 947 – 33063 Bordeaux Cedex).



ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNEES

- 8.1 Toutes les informations personnelles contenues dans le contrat seront traitées par :
- l'agence nationale conformément à la législation nationale en vigueur (article 34 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978) ;
 - la Commission européenne conformément aux dispositions du règlement (EC) N° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes de l'Union européenne et à la libre circulation de ces dernières (toute question sur la mise en œuvre dudit règlement doit être adressée au contrôleur européen de la protection des données à l'adresse <http://www.edps.europa.eu>)
- 8.2 Ces données sont traitées seulement en rapport avec la mise en œuvre et le suivi des contrats par l'agence nationale et la Commission européenne, sans préjudice de la possibilité de communiquer ces données à la CNIL, au service d'audit interne de la Commission européenne, à la Cour des comptes européenne, au Panel des irrégularités financières et à l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) afin de préserver les intérêts financiers de l'Union européenne.
- 8.3 A la demande écrite du candidat, ses données personnelles peuvent lui être communiquées pour être corrigées ou complétées. Toute question relative à ces données doit être adressée à l'agence nationale. A tout moment, les bénéficiaires peuvent déposer un recours auprès de la CNIL ou du contrôleur européen de la protection des données, sur la manière dont leurs données personnelles ont été traitées.

ARTICLE 9 – AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES

- 9.1 L'article 15.4 des conditions générales ne s'applique pas au présent contrat.
- 9.2 Par dérogation à l'article 2.2, les mobilités étudiantes de stage commençant avant le 1er juin 2014 peuvent être prolongées exceptionnellement au-delà du 30 septembre 2014 mais devront être terminées au 31 octobre 2014 au plus tard. Cependant, la procédure liée à la remise du rapport final énoncée dans l'article 4.2 demeure inchangée.
- 9.3 Toute modification du montant total maximum de la subvention attribuée au bénéficiaire fera l'objet d'un avenant envoyé au plus tard le 30 juin 2014.
- 9.4 Le bénéficiaire respectera l'exigence spécifiée dans le guide LLP 2013 selon laquelle l'action ne bénéficiera du soutien financier d'aucune autre subvention émanant du budget de l'Union européenne. En cas de non-respect de cette exigence, l'agence nationale se réserve le droit de résilier le présent contrat en invoquant l'article 11.2. g) et d'appliquer les corrections financières citées à l'article 12 des conditions générales.

- 9.5 Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie, tout produit ou matériel créé à l'aide de la subvention, et dans toute déclaration ou tout entretien, conformément aux lignes directrices relatives à l'identité visuelle fournies par la Commission européenne à l'adresse suivante :
http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/publ/graphics/identity_en.htm
Toute référence faite, dans quelque publication que ce soit – y compris sur Internet – au soutien financier reçu de la Commission européenne, doit être accompagnée d'une mention établissant clairement que le contenu de la publication n'engage que son/ses éditeur(s) et ne constitue en rien le point de vue de la Commission ou de ses services.
- 9.6 Le bénéficiaire doit participer à au moins une réunion organisée par l'agence nationale.
- 9.7 En complément de l'article 5 des Conditions générales, et à des fins de communication avec le public, le bénéficiaire autorise l'agence nationale et la Commission européenne à publier, sous quelle que forme ou média que ce soit, y compris internet, l'adresse internet du bénéficiaire.

<p>Le bénéficiaire (représentant légal)</p> <p>M. David CASCARO, Directeur</p> <p></p> <p>Signature</p> <p>Cachet Haute Ecole des Arts du Rhin</p> <p>Fait à <u>Strasbourg</u>, le <u>24/05/13</u></p>	<p>L'agence nationale</p> <p>Monsieur Antoine GODBERT, Directeur</p> <p></p> <p>Signature</p> <p>Fait à Bordeaux, le</p>
--	---

